



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 5 septembre 2023

Rénovation thermique du bâti scolaire : les annonces réchauffées du président Macron !

Les personnels sont habitués aux mesures médiatiques destinées à verdir la politique éducative sans être réellement appliquées dans les écoles et les établissements scolaires. C'était le cas des annonces de l'ancien ministre de l'Éducation nationale du 23 juin dernier, qui prévoient par exemple la mise en place d'un référentiel de compétences relatif à la transition écologique publié dès la rentrée 2023 et dont les personnels n'ont à l'évidence pas entendu parler depuis.

En cette rentrée scolaire, le président Macron va plus loin puisqu'il annonce des mesures déjà engagées : l'utilisation de 500 millions d'euros parmi les 2 milliards du Fonds vert pour rénover le bâti scolaire.

Les collectivités territoriales, qui ont la charge des bâtiments scolaires, sont déjà impliquées dans le programme EduRénov pour la rénovation thermique du bâti scolaire. Alors que ce programme doté de 2 milliards d'euros prévoit de rénover 10 000 écoles et établissements scolaires sur les 59 500 du territoire d'ici 2027, le président annonce qu'avec ces 500 millions ce seront au moins 40 000 écoles qui seront rénovées. Il s'agirait donc de rénover 4 fois plus de bâtiments scolaires avec 4 fois moins d'argent, soit 12 500€ par école.

Pour SUD éducation ces annonces du président sont fantasques et mensongères.

Selon l'ADEME, il faudrait 100 milliards d'euros pour rénover l'ensemble du parc des collectivités territoriales dont 45% est constitué des bâtiments scolaires. Selon le rapport Demarcq de 2020, il faudrait 40 milliards d'euros pour rénover le bâti scolaire afin d'atteindre la réduction de 40% d'énergie fixée pour 2030 par le décret encadrant la rénovation des bâtiments tertiaires. Les 500 millions annoncés par le président Macron en pleine canicule sont

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fedede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



une provocation pour les millions d'élèves et de personnels qui subissent des ambiances thermiques intolérables, mais surtout pour les élèves des établissements scolaires de Mayotte qui ont été renvoyés chez eux ce mardi 5 septembre en raison du manque d'eau sur l'île. La crise écologique frappe de plein fouet les territoires les plus pauvres, qui n'ont pas les moyens de faire face aux sécheresses et aux catastrophes dues au dérèglement climatique.

La rénovation du bâti scolaire est un enjeu fondamental dans la réduction de consommation énergétique et un enjeu de justice sociale pour garantir à tous les élèves quel que soit leur établissement scolaire, des conditions d'étude décentes qui ne mettent pas en danger leur santé.

Enfin, pour montrer qu'il n'est vraiment pas à la hauteur de la crise écologique, le président Macron a annoncé que tous les élèves de sixième planteront un arbre afin de tenir sa promesse : planter un million d'arbres d'ici 2032. L'État adopte la même stratégie que les grandes entreprises qui achètent un droit à polluer en plantant des arbres. Les collégien·nes vont donc servir d'alibi à l'État : d'un côté, l'État continue de déforester, dans le cadre du projet d'autoroute Toulouse-Castres par exemple, de l'autre côté il recommande aux élèves de planter des arbres pour limiter les effets de son action climatique désastreuse. Les plantations d'arbres à croissance rapide sont plus fragiles et ne stockent pas les mêmes quantités de carbone qu'une forêt naturelle : il y a urgence à cesser la déforestation.

SUD éducation revendique une politique ambitieuse pour la justice sociale et environnementale et porte des propositions pour un plan de reconversion écologique de l'Éducation nationale qui améliore les conditions d'études, de vie et de travail des classes populaires.